

SOMMAIRE

Page

Point 17 de l'ordre du jour:	
Organisations non gouvernementales.....	19
Point 3 de l'ordre du jour:	
Rapport du Fonds monétaire international.....	19

Président: M. Hans ENGEN (Norvège).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Indonésie, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Bulgarie, Chili, Hongrie, Pologne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds monétaire international.

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales

RAPPORT DU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES SUR LES DEMANDES D'AUDIENCE (E/2857)

1. M. EPINAT (France), président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, présente le rapport du Comité (E/2857).

Le rapport est adopté.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Fonds monétaire international (E/2801 et Add.1)

2. M. ROTH (Directeur général du Fonds monétaire international) présente le rapport du Fonds pour 1955 (E/2801 et Add.1).

3. Après avoir comparé l'importance des disponibilités mondiales en dollars pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre et à l'heure actuelle, M. Rooth rappelle qu'une grave pénurie s'est fait sentir à la fin des hostilités parce que les Etats-Unis d'Amérique et le Canada étaient alors les principaux fournisseurs de matières premières, de machines et d'autres articles essentiels dont le monde désorganisé avait besoin. Les pays n'avaient pu se procurer les dollars pour les

achats qui leur étaient nécessaires qu'en créant un déficit à leur balance des paiements. A cette époque, le Fonds était dans l'incapacité absolue de couvrir ce déficit à l'aide de ses seules ressources. Il avait donc fallu recourir à des mesures de grande envergure telles que l'aide fournie par le plan Marshall et diverses autres formes d'assistance intergouvernementale; malgré cela, la demande non satisfaite était si forte sur le marché intérieur des pays dévastés par la guerre qu'il avait fallu maintenir la plupart des contrôles institués pendant les hostilités. L'année 1950 avait été décisive: les disponibilités annuelles en dollars, évaluées sur la base des prix de 1948, avaient atteint près de 20 milliards, dont une partie importante était allée grossir les réserves des autres pays du monde; les avoirs en or et en dollars des grandes zones monétaires, de la zone sterling en particulier, avaient augmenté.

4. C'est essentiellement parce que le monde a recouvré sa capacité de production d'avant-guerre que les réserves en dollars ont continué à augmenter jusqu'en 1955. La production industrielle de la plupart des pays d'Europe ne faisant pas partie du groupe soviétique est actuellement de 50 pour 100 au moins au-dessus du niveau d'avant-guerre. Les séquelles du conflit mondial ne sont plus la cause essentielle du déficit de leur balance des paiements. La plupart des pays peuvent maintenant financer leurs achats internationaux grâce aux ressources normales qui proviennent de leurs exportations et aux investissements en capital qui sont effectués sur leur territoire; ils n'en continuent pas moins à augmenter encore leurs réserves en dollars.

5. L'accroissement des réserves en or et en dollars est à l'origine de certains changements, tant sur le plan national que sur le plan international; aux restrictions de change, on a substitué des mesures portant sur le crédit et les finances publiques. La portée de ces mesures a été élargie encore en 1955 à la suite d'une augmentation sensible des réserves en dollars des pays situés hors de la zone dollar, augmentation qui leur a permis d'adopter à l'égard de cette zone monétaire une attitude plus souple.

6. On ne saurait affirmer, bien entendu, que tous les problèmes de paiements aient été résolus. Dans un monde dynamique, il est inévitable qu'il existe une certaine inégalité; c'est ainsi qu'en 1955 les pays producteurs de marchandises destinées à l'exportation comme le pétrole, les métaux et le caoutchouc ont eu une excellente année, alors que les pays producteurs de denrées agricoles ont eu des difficultés à écouler nombre de leurs produits. Plusieurs pays d'Amérique latine, en particulier, ont eu à résoudre le problème de l'écoulement de certains excédents, et cela en dépit de la demande croissante des pays industriels.

7. Pendant la période considérée, de nombreux pays sous-développés désireux d'élargir leurs programmes d'investissement ont dû se préoccuper d'empêcher l'inflation et d'éviter des importations excessives. Cependant, les programmes de développement ne laissent pas

d'entraîner des dangers pour l'équilibre de la balance des paiements; le Fonds est disposé à aider les Etats membres à prendre des risques dans ce domaine. Mais il va sans dire qu'à la longue, des dépenses excessives gêneraient le développement économique plus qu'elles ne le favoriseraient. Le seul moyen de régler vraiment cette difficulté consiste à utiliser au mieux les ressources réelles de la collectivité.

8. Si tous les pays industriels ont accru leur production en 1955, et par conséquent l'importance des achats de matières premières qu'ils ont effectués dans les pays de production primaire, ils n'ont pas tous obtenu les mêmes résultats dans le domaine des exportations. Le Japon et l'Allemagne ont pu concurrencer les Etats-Unis d'Amérique à force égale sur les marchés extérieurs et ont même pu gagner du terrain sur le marché intérieur américain. Certains pays de l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) tels que la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie ont, dans l'ensemble, enregistré de grands progrès; au contraire, le Royaume-Uni, où la demande intérieure a exercé une pression très forte, n'a pu concurrencer ses principaux rivaux dans ce domaine. L'excédent des importations britanniques, les difficultés rencontrées dans les transactions sur les services et les capitaux, la diminution de l'excédent des autres pays de la zone sterling par rapport au reste du monde sont autant de facteurs qui ont porté préjudice à la situation du sterling et gêné le mouvement général vers la convertibilité. Il semble cependant que ce ralentissement soit temporaire — le Gouvernement du Royaume-Uni n'a-t-il pas refusé en effet de rétablir les restrictions draconiennes antérieures et les autres mesures de contrôle direct?

9. Il faut reconnaître qu'au cours des six dernières années, environ un quart des disponibilités en dollars — c'est-à-dire plus que l'accroissement des réserves en dollars — a été fourni par le Gouvernement des Etats-Unis. Certes, il y a tout lieu de penser que les Etats-Unis continueront pendant quelques années à octroyer des subventions et des prêts; on n'en doit cependant pas moins considérer que cette politique peut ne pas se poursuivre indéfiniment. Si les mouvements de fonds en provenance des Etats-Unis s'arrêtaient, les réserves en dollars s'en trouveraient inévitablement compromises. L'accumulation de réserves dépend aussi dans une certaine mesure du maintien des restrictions de change et des restrictions commerciales; s'il est vrai que certains des pays qui ont procédé, en fait, à une libération des échanges n'éprouvent aucune difficulté grave à équilibrer leur balance des paiements, il est des cas où la suppression soudaine et totale des contrôles risquerait d'épuiser dangereusement les réserves des pays intéressés.

10. Le Fonds est disposé à accroître les avoirs des Etats membres dont les réserves ne sont pas suffisantes pour leur permettre de libérer plus largement les échanges.

11. Tout comme pour le commerce international, la situation n'a pas été la même partout pour l'accumulation des réserves. La France, l'Allemagne, le Japon et certains des pays d'Amérique latine appartenant à la zone dollar ont vu leurs avoirs en or et en devises s'accroître considérablement; les avoirs de la zone sterling ont au contraire fortement baissé, bien qu'un seul des pays de cette zone, la Birmanie, ait dû faire appel au Fonds au cours de l'année; en dehors de la Birmanie, seuls les Philippines et l'Iran ont eu recours au Fonds. De nombreux pays ont effectué des rembourse-

ments; c'est la preuve que la situation des paiements mondiaux est en général saine.

12. Poursuivant une politique libérale, le Fonds a laissé aux Etats membres presque toute liberté d'effectuer des prélèvements sur la tranche-or et sur la tranche suivante, ces prélèvements pouvant aller jusqu'à 25 pour 100 de la quote-part. Dans certains cas, le tirage a même été plus important. Un arrangement de principe concernant l'octroi de crédits a été conclu en 1954 avec le Mexique pour lui permettre de maintenir la convertibilité de sa monnaie; des arrangements du même genre ont été conclus récemment avec le Pérou et le Chili. Lorsqu'il paraît vraisemblable que le déficit de la balance des paiements n'est que temporaire, le pays intéressé peut faire appel aux ressources du Fonds, qui lui octroie son aide à des conditions réalistes et souples, de façon qu'il ait le moins possible à recourir au contrôle des changes. Etant donné le caractère de plus en plus multilatéral du commerce international, on doit s'attendre que les pays fassent de plus en plus appel au Fonds pour obtenir non seulement des dollars, mais aussi de nombreuses monnaies qu'il détient.

13. M. STIKKER (Pays-Bas) estime que, par beaucoup de ses activités, le Fonds prouve qu'il est d'un grand secours pour les pays forts comme pour les pays faibles au point de vue financier. Les arrangements de principe, notamment, deviennent de plus en plus utiles. Il ne reste qu'à souhaiter un accroissement du volume des transactions. Dans l'ensemble, la délégation des Pays-Bas approuve les méthodes que le Fonds emploie pour atteindre ses objectifs lointains, qui sont, comme par le passé, la stabilité financière, le multilatéralisme à l'échelle mondiale et la convertibilité.

14. Parfois cependant, il est utile aussi de chercher à atteindre ces objectifs par des méthodes limitées au plan régional, pourvu que ces méthodes n'aient pas de caractère protectionniste ou exclusif et qu'elles soient compatibles avec les objectifs lointains du Fonds.

15. Le Fonds rend un service utile en donnant à certains pays des avis sur les moyens à employer pour combattre la nouvelle forme d'inflation qui résulte de la vague actuelle de prospérité. Mais il est bien possible que cette nouvelle inflation retarde pendant quelque temps l'exécution des plans tendant à étendre la convertibilité.

16. Parmi les arrangements régionaux visant à augmenter le volume des échanges et les réserves en devises, le représentant des Pays-Bas cite, à titre d'exemples, l'Union européenne de paiements et le Code de libéralisation de l'OECE, qui constituent tous deux, sur le plan régional, un point de départ utile grâce auquel les pays trop faibles encore, au point de vue financier, pour pouvoir accepter la convertibilité intégrale, pourront participer davantage au commerce multilatéral.

17. Le Gouvernement des Pays-Bas se réjouit de la levée progressive — soulignée clairement dans le rapport du Fonds — des restrictions qui, dans une économie mondiale généralement florissante, entravent encore le commerce et les paiements internationaux. Seul un système parfaitement multilatéral d'échanges commerciaux et financiers peut apporter une prospérité durable aux pays développés comme aux pays sous-développés.

18. M. MASTEAU (France) félicite le Fonds pour l'excellence de son rapport et son Directeur général pour l'extrême clarté de son exposé.

19. Au cours de l'exercice considéré, le Fonds a poursuivi une politique tendant à réduire les restrictions en matière de change et à instaurer le multilatéralisme dans les échanges de biens et de services. Cette action a naturellement été limitée par les différences entre les conditions de la production, la position financière et la structure économique des différents pays.

20. Le rapport montre qu'il s'est produit une amélioration notable dans la situation monétaire et financière de nombreux pays. Les rachats de devises versées comme contribution au Fonds ont été importants et, pour la plupart, volontaires. Inversement, les acquisitions de devises ont été peu nombreuses et ont porté sur des montants plus réduits qu'auparavant. Cependant, le Fonds aurait pu prendre une attitude plus libérale à l'égard des arrangements de principe. A ce propos, il conviendrait de réduire l'intervalle entre la date à laquelle les réserves du Fonds sont calculées et celle à laquelle les rachats obligatoires de devises sont déterminés, pour éviter que d'importants changements n'interviennent entre ces deux dates. Enfin, plusieurs pays ont instauré une convertibilité de fait, d'ailleurs partielle, de leur monnaie.

21. Pour encourageants que soient ces phénomènes, la balance favorable des paiements des Etats-Unis a entraîné un important déficit en dollars dans le reste du monde, déséquilibre qui paraît devenir permanent. Ce déficit n'est compensé que par l'aide accordée à divers pays par les Etats-Unis. C'est cette aide qui a permis à certains pays d'accroître leurs réserves en or et en devises, et le maintien de ces réserves dépend directement de la continuation de cette aide.

22. D'après le rapport, l'augmentation des importations de la zone dollar, rendue possible par la libération des échanges, n'a pas entraîné de difficultés de paiements. En fait, cependant, les restrictions n'ont été abolies que dans les pays dont l'économie était devenue assez forte pour s'en passer, de sorte que l'action entreprise a été très inégale. Pour maintenir leur commerce extérieur à un niveau satisfaisant, les gouvernements ne doivent pas s'inspirer des seules considérations monétaires; ils doivent aussi veiller à lever les restrictions progressivement, de manière à protéger leur économie jusqu'à ce qu'elle soit en état d'affronter la concurrence mondiale. Actuellement, la plupart des pays ne pourraient abaisser leurs barrières douanières, à cause de la situation précaire de leur balance des paiements.

23. L'OECE a montré qu'une convertibilité qui ne serait rendue possible qu'au prix de restrictions quantitatives n'était pas une fin en soi. La convertibilité des principales monnaies ne suffirait pas à abolir les mesures discriminatoires et le bilatéralisme régional, car des restrictions commerciales et douanières pourraient subsister et empêcher, tout autant que les limitations de change, d'atteindre les objectifs du Fonds.

24. Aujourd'hui, la levée des restrictions est hautement souhaitable, même si elle doit s'accompagner de mesures temporaires de discrimination. L'exemple du Benelux et de la Communauté européenne du charbon et de l'acier démontre la valeur de cette formule pragmatique. Certains pays membres de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international se sont groupés à cette fin au sein d'organismes internationaux et ont obtenu des résultats encourageants. Dans tous ces cas, les mesures temporaires de discrimination contre les pays tiers n'ont constitué qu'un premier pas dans la voie d'une

libération généralisée du commerce international. Les possibilités qu'offre une action de ce genre sont d'un intérêt tout spécial pour les pays sous-développés, où la réalisation des programmes d'investissement crée une pression constante sur la monnaie et pour qui la stabilité monétaire est cependant la condition nécessaire de tout progrès. C'est là une raison de plus de coordonner l'action des divers organismes des Nations Unies avec celle du Fonds monétaire international, en vue d'un développement économique harmonieux.

25. M. ASMAUN (Indonésie) souligne que le rapport traite, d'une manière à la fois complète et pénétrante, toute une série de problèmes complexes. De plus, on y trouve exprimée l'idée, encourageante, que le climat économique n'a pas cessé d'être favorable à une libération plus poussée des échanges et des paiements internationaux.

26. L'augmentation du nombre des membres du Fonds, au cours de l'année écoulée, témoigne la confiance que cette institution a su gagner par son influence stabilisatrice et par sa politique judicieuse. Les membres ont fait largement usage des facilités que le Fonds leur offrait, et il en est résulté une amélioration de la situation internationale des paiements et un développement du commerce mondial.

27. La délégation indonésienne se réjouit des nouveaux progrès accomplis, en Europe, dans la voie de la convertibilité monétaire, car les exportations de produits de base par les pays sous-développés s'en trouveront facilitées. Cependant, la convertibilité n'est pas le seul facteur à prendre en considération. Les échanges commerciaux sont encore entravés par certaines restrictions, dont beaucoup sont désuètes. La persistance de ces restrictions n'est peut-être pas surprenante, puisque le commerce international est un indice de relations amicales entre nations; mais ce commerce peut aussi beaucoup pour la paix, et l'abaissement des barrières commerciales est par conséquent hautement souhaitable.

28. A cet égard, le Gouvernement indonésien s'est efforcé de développer son commerce extérieur en simplifiant ses formalités d'importation et les règlements relatifs à sa réserve de devises.

29. On doit féliciter le Fonds de la formation qu'il donne aux experts des pays sous-développés. Les experts et les pays intéressés tirent grand profit de ce programme, qui permet en même temps aux dirigeants du Fonds de mieux connaître la manière de penser et l'échelle de valeurs de personnes venues de loin.

30. M. OLIVIERI (Argentine) souligne que le rapport du Fonds est très encourageant. Pendant l'exercice considéré, les transactions effectuées par cette institution ont atteint un volume important. Sa politique à l'égard des transactions sur la tranche-or a été libérale, et il est à espérer qu'à l'avenir elle le sera tout autant pour les prélèvements dépassant la tranche-or.

31. L'expérience a montré que le Fonds est parfaitement capable d'aider ses membres à surmonter leurs difficultés temporaires de paiements, à assurer la stabilité monétaire et à lever progressivement les restrictions de change. En outre, le Fonds a développé ses activités dans le domaine de l'assistance technique, et ses représentants se sont rendus dans 39 pays membres aux fins de consultation, d'avis et d'échanges de vues ou d'informations.

32. Eu égard à l'influence considérable des questions monétaires sur le développement du commerce mondial,

il est encourageant de constater les progrès accomplis dans la voie de la convertibilité, le caractère de plus en plus libéral des accords de paiement, et l'élimination progressive des restrictions commerciales et des mesures discriminatoires qui en résulte. Il est à espérer que ces progrès continueront. A cet égard, la nouvelle politique financière de l'Argentine, qui s'inspire de principes libéraux et vise à raffermir l'économie du pays, contribuera à lever les obstacles au développement du commerce mondial.

33. M. BRILEJ (Yougoslavie) déclare que sa délégation a particulièrement apprécié la largeur de vues dont les auteurs du rapport font preuve à propos du problème de la convertibilité. Tout en insistant naturellement sur les restrictions apportées aux paiements internationaux, ils n'ont eu garde d'oublier les restrictions apportées aux échanges. Le Fonds estime que certains pays d'Europe occidentale ont réussi à rétablir une convertibilité de fait. Il faut noter toutefois que, dans ces pays, l'augmentation des importations en provenance de la zone dollar n'a pas été accompagnée d'une augmentation correspondante des exportations vers les Etats-Unis, et qu'en conséquence les réserves monétaires se sont trouvées réduites. Il ne faut donc pas s'étonner que ces pays fassent preuve de prudence en ce qui concerne l'adoption de nouvelles mesures destinées à réaliser la convertibilité.

34. D'autre part, la suppression de certaines restrictions aux échanges avec la zone dollar a eu pour effet de réduire les importations en provenance des pays sous-développés, et en particulier des pays exportateurs de produits agricoles. Les pays sous-développés ont déjà bénéficié, dans le passé, de l'assistance du Fonds; on peut se demander si le Fonds ne devra pas les aider à surmonter les difficultés temporaires que pourra entraîner pour eux l'accomplissement des restrictions dans les pays industriels. Le Fonds dispose de ressources considérables, mais ses opérations ont été relativement limitées jusqu'à présent. Il semble donc qu'il pourrait aider les pays sous-développés plus qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

35. Etant donné la situation générale actuelle, le Fonds a rarement l'occasion de jouer le rôle pour lequel il avait été créé à l'origine, et on ne peut que s'en féliciter; mais le Fonds pourrait assurément aider les pays sous-développés à corriger le déséquilibre de leur balance des paiements dû aux fluctuations des cours des produits de base sur le marché mondial. Le Fonds et le Conseil devraient donc examiner la possibilité d'adopter cette ligne de conduite. Le Fonds devrait également assouplir sa politique à l'égard des pays sous-développés et les aider à réduire les restrictions aux paiements et à stabiliser leur monnaie. En étendant ainsi sa sphère d'action, le Fonds pourrait jouer un rôle beaucoup plus utile.

36. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) déclare que, de l'avis du Gouvernement du Royaume-Uni, le Fonds monétaire international continue à jouer un rôle important dans la vie financière et économique internationale.

37. L'arrangement de principe conclu avec le Mexique a permis au Gouvernement mexicain d'appliquer les mesures nécessaires pour stabiliser le taux de change du peso à un moment difficile. Il constitue un excellent exemple de ce que doit être un accord de ce genre et montre bien l'utilité de pareils arrangements. Grâce à un autre accord semblable, le Pérou a pu rétablir la stabilité de sa monnaie à la suite d'une crise financière.

38. En ce qui concerne les opérations normales du Fonds, il faut remarquer que, s'il est plus facile depuis 1952 de faire appel aux ressources du Fonds, le total des achats ne s'est élevé en 1955 qu'à moins de la moitié du total — déjà peu important — de l'année précédente. Les rachats, d'autre part, se sont poursuivis à un rythme très remarquable. Il n'est pas douteux, cependant, que la libéralisation des conditions de crédit a encouragé les Etats membres à faire usage du Fonds comme d'une deuxième ligne de réserve. Le fait que les rachats se sont poursuivis au même rythme prouve que les Etats membres n'hésitent pas à reverser au Fonds les dollars qu'ils ont empruntés, parce qu'ils savent que toute demande d'achat raisonnable sera sans doute approuvée. La politique du Fonds au sujet des tirages sur la tranche-or et des tirages portant sur la première tranche de crédit, telle qu'elle est exposée aux pages 91 et 92 du rapport (E/2801), est significative à cet égard.

39. Un examen des opérations du Fonds au cours de ces dernières années montre que le cycle est complet: les sorties de devises sont plus que compensées par les rachats effectués par les membres.

40. Le Gouvernement du Royaume-Uni croit cependant qu'en dépit de cette situation, qui dispose à la confiance, il n'est pas certain du tout que les ressources du Fonds soient suffisantes, soit pour faire face aux demandes qui pourraient lui être présentées si la situation de l'économie mondiale devenait moins satisfaisante, soit pour lui permettre de soutenir efficacement ses membres au moment du rétablissement de la convertibilité générale des monnaies.

41. Cette dernière remarque constitue peut-être un léger avertissement; elle ne doit pas être interprétée comme une réserve, car le Royaume-Uni continue d'apprécier à sa juste valeur le rôle joué par le Fonds monétaire international.

42. M. BAKER (Etats-Unis d'Amérique) estime que, depuis la création du Fonds, qui remonte maintenant à 10 ans, le monde s'est beaucoup rapproché de l'objectif qui lui avait été assigné: le rétablissement de la base économique et financière des échanges internationaux.

43. Au cours de la période sur laquelle porte le dixième rapport, les progrès ont encore été très notables, mais un peu plus lents qu'au cours des 12 mois précédents. L'année a été surtout marquée par la consolidation des gains précédemment acquis, consolidation d'ailleurs indispensable, avant la reprise de la marche en avant. La prospérité a été presque générale, ce qui explique que l'économie de certains pays s'est trouvée soumise à de nouvelles pressions et que des tendances inflationnistes se sont à nouveau fait jour. Il est encourageant de constater à cet égard que certains pays très importants au point de vue du commerce international, et notamment le Royaume-Uni, n'ont pas essayé de résoudre ces nouvelles difficultés en établissant ou en aggravant les restrictions qui frappent les changes ou les importations, mais ont appliqué une politique fiscale et monétaire dans le but de maintenir la stabilité de leur économie, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières.

44. On comprend de mieux en mieux, dans le monde entier, que les restrictions en matière d'importation ou de change et la pratique des taux de change multiples peuvent qu'atténuer les symptômes de l'inflation, mais non combattre le mal lui-même; c'est là un signe très heureux. La stabilité financière, considérée naguère comme un luxe que les pays les plus développés pou-

vaient seuls se permettre, doit être maintenue également dans les pays peu développés, par l'application d'une politique monétaire et fiscale appropriée. L'Inde, par exemple, a réussi à conserver une monnaie stable malgré la mise en œuvre d'un vaste programme de développement économique.

45. La délégation des Etats-Unis se plaît à noter que le Fonds a jugé bon de réaffirmer que la convertibilité générale des monnaies serait aussi utile aux pays industrialisés qu'aux pays sous-développés. Elle estime, comme les experts du Fonds, que l'initiative doit revenir à cet égard aux pays les plus développés, mais que le rétablissement presque général de la convertibilité profiterait également aux pays en voie de développement. Ces pays sont obligés, pour vendre leurs produits, d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux. Ce dont ils ont surtout besoin, c'est de pouvoir utiliser les recettes qu'ils tirent de leurs exportations vers un pays donné pour régler leurs importations en provenance de n'importe quel autre pays. D'autre part, le rétablissement de la convertibilité de leurs monnaies contribuerait, plus que toute autre mesure, à créer les conditions favorables à l'investissement des capitaux privés étrangers dans les pays sous-développés.

46. Très peu de pays ont contracté de nouveaux emprunts auprès du Fonds pendant la période visée par le rapport, ce qui est un excellent signe. Il faut se réjouir de ce que le rapport du Fonds contient une déclaration, approuvée par toutes les parties intéressées, sur les circonstances qui justifient un appel aux ressources du Fonds.

47. Depuis quelque temps, les pays membres ont recours de plus en plus volontiers à l'assistance technique du Fonds pour résoudre leurs problèmes financiers internes ou externes: cette évolution est des plus significatives, et l'on peut estimer que cette forme d'assistance est actuellement la plus utile aux membres qui ont à faire face à des problèmes ardu. La formation professionnelle que reçoivent de jeunes fonctionnaires des ministères des finances ou des instituts d'émission, désignés par leur gouvernement, présente un intérêt tout particulier.

48. Le Fonds monétaire international, qui contribue plus que toute autre institution à la solution des problèmes internationaux de change, peut être assuré plus que jamais du soutien et de la coopération des Etats-Unis d'Amérique.

49. M. ANIS (Egypte) se plaît à constater que, d'après le rapport du Fonds, les pays cherchent de moins en moins à maintenir l'équilibre de leur balance des paiements au moyen de restrictions aux importations et de plus en plus à vouloir assurer la convertibilité de leur monnaie. Cependant, la situation mondiale des paiements demeure incertaine pour plusieurs raisons. Tout d'abord, quelques pays sont encore largement tributaires des Etats-Unis d'Amérique pour l'octroi d'une aide financière et la livraison de fournitures militaires. Deuxièmement, les réserves monétaires de nombreux pays en cours de développement ont sensiblement diminué. Troisièmement, la plupart des pays de production primaire éprouvent de très grandes difficultés pour écouler leurs produits. L'existence d'excédents considérables aux Etats-Unis complique encore le problème. Il faut espérer que les mesures prises par le gouvernement de ce pays pour liquider ses excédents faciliteront, en ce qui concerne les échanges internationaux, la réalisation d'un équilibre satisfaisant. L'accumulation

des produits primaires, plus grande chaque année, empêche les pays sous-développés d'avoir une balance des paiements favorable et entrave leurs plans de développement.

50. Les programmes de développement jouent un rôle essentiel dans l'équilibre de la balance des paiements des pays sous-développés; c'est pourquoi le Fonds, maintenant qu'il a augmenté ses liquidités, devrait mettre davantage ses ressources à la disposition de ces pays. La Birmanie, l'Inde et l'Indonésie se sont trouvées devant un important déficit budgétaire et ont dû adopter une politique budgétaire fondée sur le déficit systématique, ce qui, en ce qui concerne l'Indonésie, a déterminé une tendance à l'inflation. Le Fonds et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pourraient utilement examiner cette question du financement par la création d'un déficit et entreprendre des études fondées sur la situation de ces pays.

51. L'Egypte a adopté une politique qui tend à assurer un développement économique stable. Les dépenses publiques ont été réduites. La saine politique monétaire et fiscale du gouvernement s'est révélée efficace et a réussi à maintenir l'équilibre entre les salaires et la productivité. Le Gouvernement égyptien n'ignore pas les maux de l'inflation, ni ses répercussions néfastes sur tout programme de développement économique à long terme. Il a réussi à éviter l'inflation; l'indice du coût de la vie n'a en effet monté que d'un point en sept ans, passant de 100 en 1948 à 101 en 1955. Le Gouvernement égyptien a obtenu ces résultats, non pas en augmentant les impôts — dont le niveau est extrêmement bas par rapport à celui de nombreux autres pays — mais en équilibrant le budget ordinaire, en émettant des emprunts intérieurs à long terme proportionnés au budget d'investissement, en améliorant les méthodes employées dans l'agriculture, en accroissant le rendement des principales cultures et en augmentant l'offre des produits dont le pays a besoin.

52. En ce qui concerne le commerce international et les investissements étrangers, l'Egypte a aboli les taux de change multiples auxquels elle avait eu recours pendant un certain temps. Actuellement, le seul cours de la livre égyptienne est la valeur au pair déclarée au Fonds. Il a été difficile de rétablir ce cours sans nuire au commerce d'exportation, mais le Gouvernement égyptien a tenu à le faire pour placer son commerce international sur une base saine et éliminer l'un des obstacles importants qui s'opposaient au courant des investissements étrangers. Pour ce qui est des paiements internationaux, l'amélioration de la situation de l'Egypte a cependant été assez coûteuse. Le gouvernement a dû restreindre les importations de certains biens de consommation de luxe. Un plafond général de 200 millions de dollars a été imposé aux importations. Cette mesure ne vise ni les importations de l'Etat qui intéressent la sécurité nationale ni les importations qui n'entraînent pas de sorties de devises, ni les achats directs de l'Etat ou les importations faites au titre des programmes d'assistance des Etats-Unis. Cette mesure temporaire sera réexaminée en juillet 1956, et, grâce à l'accroissement de la demande étrangère de produits égyptiens, on espère pouvoir relever le plafond imposé aux importations.

53. Une autre mesure importante dans le sens du libre-échange est la réouverture du marché du coton à terme, fermé pendant trois ans.

54. Le Gouvernement égyptien aurait voulu supprimer entièrement le contrôle des changes, mais il n'a pas

pu le faire parce que ses programmes de développement exigent une répartition judicieuse des réserves entre les importations de biens d'équipement et les importations de biens de consommation. D'autre part, le marché du coton est assez instable en raison de l'incertitude qui règne au sujet de la politique des Etats-Unis touchant l'écoulement de leurs excédents de coton.

55. La proposition du Gouvernement égyptien en ce qui concerne la réduction des restrictions, la discrimination en matière de paiements internationaux et la convertibilité a été dûment exposée à la dixième réunion annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds. Comme les gouvernements d'autres pays sous-développés, le Gouvernement égyptien a exprimé l'espoir qu'en général le Fonds ne se montrerait pas trop sévère au sujet des restrictions de change imposées par ces pays, et

qu'il ne les obligerait pas, sous peine de sanctions, à assumer des responsabilités qui risqueraient d'entraver leur développement.

56. M. CHEN (Chine) estime que le rapport du Fonds indique une amélioration générale de la balance des paiements des Etats membres. Il existe cependant, dans la situation d'ensemble, quelques points faibles, dont l'un est l'aggravation de la situation de la balance commerciale des pays exportateurs de produits alimentaires. Ce fait est dû, dans une certaine mesure, à l'accroissement de la production de riz, de blé et de sucre dans des pays traditionnellement importateurs. Les pays qui exportent des denrées alimentaires devront peut-être s'adapter à cette situation s'ils veulent éviter dans l'avenir des difficultés de paiements croissantes.

La séance est levée à 12 h. 35.